AFRICA DATA CENTRES ASSOCIATION

FRATEL — RÉUNION ANNUELLE

Conakry, République de Guinée · 30 octobre 2026

Comment soutenir le déploiement de nouvelles infrastructures numériques ?

Trois questions pour ouvrir le débat.

3e table ronde — vendredi 30 octobre, matinée

www.africadca.org

AFRICA DATA CENTRES ASSOCIATION

LE CONSTAT

Un marché en croissance rapide

L'intelligence artificielle, l'informatique en nuage et la souveraineté numérique transforment la demande d'infrastructure sur l'ensemble du continent — y compris dans les marchés francophones.

CAPACITÉ

[360] MW

capacité installée aujourd'hui, en croissance de [25] % depuis 2020

PROJETS

[894]MW

238 MW data centre en construction en Afrique 656 MW en projets (2030)

INVESTISSEMENT

[18] Md$

engagés sur la décennie dans l'infrastructure numérique africaine

À RETENIR La question n'est plus « faut-il des data centres en Afrique ? », mais « comment créer les conditions pour qu'ils se développent au bon rythme, aux bons endroits, et avec les bons standards ? »

Sources à confirmer — ADCA data room, Africa Data Centres Market Report 2026 [à vérifier]

AFRICA DATA CENTRES ASSOCIATION

LE CADRE DU DÉBAT

Quatre défis à traiter ensemble

Énergie

Accès à une puissance fiable, à un coût compétitif, dans des réseaux souvent contraints.

Environnement

Efficacité énergétique, usage de l'eau, intégration des énergies renouvelables, décarbonation progressive.

Sécurité et souveraineté

Hébergement local des données sensibles, continuité de service, résilience face aux cyberattaques.

Financement

CAPEX lourds, cycles longs, risque pays perçu — l'investisseur arbitre entre marchés et cherche la prévisibilité du cadre.

Ces quatre défis se traitent ensemble — pas isolément.

AFRICA DATA CENTRES ASSOCIATION

LA PROPOSITION DE L'ADCA

Neuf principes pour un cadre réglementaire favorable à l'investissement

01
Reconnaître les data centres comme infrastructure stratégique

02
Proportionnalité de toute régulation sectorielle nouvelle

03
Éviter la duplication avec le cadre existant

04
Neutralité technologique et concurrentielle

05
Préserver la liberté d'implantation et de modèle

06
Faciliter l'accès aux ressources habilitantes

07
Privilégier les normes volontaires et les bonnes pratiques

08
Encadrer les restrictions à la libre circulation des données

09
Instaurer un dialogue structuré régulateur-industrie

Synthèse de la position v0.5 — en cours de validation par le Conseil d'administration de l'ADCA

AFRICA DATA CENTRES ASSOCIATION

LA POSITION DE L'ADCA

Proportionnalité — un test en trois temps

Avant d'introduire une nouvelle régulation sectorielle pour les data centres, trois questions simples permettent de vérifier qu'elle est nécessaire et proportionnée.

1

Nécessité

Le problème est-il réel, documenté, et spécifique au secteur ?

2

Non-duplication

La mesure recoupe-t-elle des obligations déjà imposées par d'autres textes ?

3

Proportionnalité

Le coût de conformité est-il en rapport avec le bénéfice public attendu ?

Ce test est l'un des **neuf principes réglementaires** que l'ADCA publiera dans son position paper « Enabling Data Centre Investment in Africa ».

AFRICA DATA CENTRES ASSOCIATION

CE QUE LES RÉGULATEURS PEUVENT FAIRE

Les mesures positives qui attirent l'investissement

Soutenir le déploiement, ce n'est pas d'abord ajouter des règles : c'est lever les obstacles concrets rencontrés par les porteurs de projet.

Faciliter l'accès à l'énergie

Procédures de raccordement claires et prévisibles, tarifs industriels compétitifs, autorisation d'auto-production et de contrats d'achat direct avec les producteurs renouvelables.

Simplifier le foncier et les autorisations

Guichet unique, délais encadrés, zones industrielles numériques identifiées, régime foncier sécurisé pour les investisseurs étrangers.

Soutenir la formation locale

Programmes de formation technique en partenariat avec l'industrie, reconnaissance des certifications sectorielles, mobilité des compétences entre pays voisins.

Dialoguer en amont

Consultations préalables avec l'industrie, analyses d'impact publiées, phases pilotes avant généralisation d'une nouvelle règle.

La régulation la plus efficace est souvent celle qui n'a pas eu besoin d'être écrite — parce que l'écosystème s'auto-organise.

AFRICA DATA CENTRES ASSOCIATION

L'AUTRE CÔTÉ

Les risques d'une régulation disproportionnée

Dans un marché mondial où les capacités s'installent où les conditions sont les meilleures, un cadre mal calibré peut produire l'effet inverse de celui recherché.

Déplacement de l'investissement vers d'autres juridictions
Les capacités régionales se construisent chez les voisins — les utilisateurs locaux paient le transport et la latence.

Hausse des coûts pour les utilisateurs finaux
Services numériques plus chers pour les administrations, les banques, les opérateurs télécom et les PME locales.

Perte de compétitivité à l'export numérique
Fuite des charges de calcul et de l'écosystème qui va avec — startups, intégrateurs, formation.

Fragmentation du marché régional
Des cadres divergents entre pays voisins réduisent les économies d'échelle et compliquent l'interconnexion.

La régulation est aussi un signal — ce que les investisseurs lisent avant même d'étudier un dossier.

AFRICA
DATA CENTRES
ASSOCIATION

POUR OUVRIR LE DÉBAT

Trois questions pour les régulateurs

1 Comment adresser les quatre défis — énergie, environnement, sécurité, financement — sans multiplier les cadres réglementaires sectoriels ?

2 Comment faciliter l'accès aux ressources habilitantes — énergie, foncier, compétences — qui déterminent la compétitivité du continent ?

3 Quelle combinaison, en Afrique, entre normes volontaires portées par l'industrie et régulation étatique ?

L'ADCA se tient à la disposition des régulateurs de Fratel pour poursuivre ces échanges, bilatéralement ou dans un cadre collectif.